

REVUE DE PRESSE

30 mai 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** **information**
télé
MÉDIAS **Médias**
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

ACTUALITÉS

La moitié des dossiers de Francisation Québec toujours en attente

Un an après la création de l'organisme, 49,1 % des dossiers n'ont pas été traités, selon un rapport du commissaire à la langue française rendu mercredi

FRANÇOIS CARABIN
CORRESPONDANT PARLEMENTAIRE
À QUÉBEC
LE DEVOIR

Tout près d'un an après son lancement, Francisation Québec bat de l'aile. Au milieu du mois d'avril, la moitié des personnes s'y étant inscrites étaient toujours en attente du traitement de leur dossier.

L'organisme, lancé par le gouvernement caquiste en juin 2023, avait reçu près de 99 000 demandes d'ouverture de dossier le 15 avril dernier, rapporte le commissaire à la langue française, Benoît Dubreuil, dans son rapport annuel 2023-2024, déposé mercredi au Salon bleu. Au total, 48 500 (49,1 %) de ces demandeurs attendaient toujours de suivre leur premier cours de français.

« Depuis le 1^{er} juin 2023, les mécanismes mis en œuvre n'ont cependant pas permis de répondre à l'important volume de demandes soumises », écrit le commissaire dans le premier rapport annuel qu'il rédige à ce titre. « Des goulots d'étranglement sont ainsi ap-

parus dans le processus de formation des groupes, ce qui a créé des délais d'attente pour les demandeurs et occasionné divers problèmes pour les prestataires de services et les élèves. »

Selon les statistiques récoltées par le commissaire, le délai d'obtention d'un cours à temps complet s'élevait aux dernières nouvelles à 45 jours ouvrables, en moyenne. Pour le temps partiel, ce nombre grimpe à 86 jours ouvrables.

En conférence de presse, mercredi, M. Dubreuil a noté que les dirigeants de Francisation Québec ne semblaient pas avoir prévu un facteur important dans les demandes d'inscription effectuées dans la dernière année : les résidents non permanents. « Il existe un lien étroit entre la hausse du nombre de travailleurs étrangers temporaires au Québec et celle du nombre de demandes d'inscription aux cours de français », indique-t-il dans son rapport de quelque 120 pages.

En février, dans un autre rapport, le commissaire Dubreuil avait désigné les immigrants temporaires comme une des raisons principales de l'effritement du

français. Il avait du même coup suggéré que les demandeurs d'asile qui ne maîtrisent que l'anglais soient redirigés vers le reste du Canada. Une autre de ses recommandations visait la francisation des personnes immigrantes, dont les temporaires, avant leur entrée au Québec.

« En ce moment, le nombre de personnes qui ne connai[ssent] pas le français augmente beaucoup plus rapidement que le nombre de personnes que l'on francise », a résumé M. Dubreuil mercredi.

« Pas la panacée »

Les constats du commissaire ne sont pas que mauvais. Depuis le début de l'année 2024, il constate « une augmentation du nombre d'élèves dont l'inscription est confirmée ou qui ont commencé un cours par rapport au nombre d'élèves en attente ». Mais la francisation n'est « pas la panacée », a-t-il rappelé mercredi.

En fait, écrit-il dans son rapport, « le nombre total d'heures de formation offertes en 2023-2024 correspond à environ 2 % de celui qui aurait été nécessaire pour que l'ensemble des personnes domiciliées au Québec qui ne connaissent pas le français puissent terminer les niveaux débutants et intermédiaires ».

Accostée mercredi à la sortie d'une réunion du Conseil des ministres, la ministre de l'Immigration, Christine Fréchette, a réitéré son désir d'embaucher davantage de professeurs de francisation. Ils étaient 750 aux dernières nouvelles. « On va franciser aussi davantage en amont, a-t-elle ajouté. C'est-à-dire qu'avant même que les gens arrivent au Québec, ils vont avoir accès [...] à des cours de français. »



Francisation Québec éprouve depuis sa fondation des difficultés à traiter ses dossiers, ouverts en quasi-totalité par des personnes immigrantes (96 %). En janvier, six mois après le lancement de l'organisme censé fédérer les opérations de francisation au Québec, *Le Devoir* rapportait que 60 % des dossiers étaient toujours en attente.



PAS DANS MA COUR... D'ÉCOLE

MAXIME BERGERON, LA PRESSE

« Ça aurait dû être mieux préparé. »

Cette phrase, prononcée mercredi par le ministre responsable des Services sociaux, Lionel Carmant, dans un couloir de l'Assemblée nationale, gagnera peut-être la palme de l'euphémisme de l'année.

Le projet auquel il fait référence suit son cours depuis cinq ans. À peu près toutes les instances imaginables y ont touché, à Montréal comme à Québec. Il a été étudié sous toutes ses coutures et a reçu toutes les autorisations nécessaires.

Mais voilà : il se déroule très mal.

Je parle ici de la Maison Benoît-Labre, ouverte le mois dernier dans le quartier Saint-Henri à Montréal. Il s'agit d'un centre de jour et d'hébergement pour 36 ex-sans-abri, doublé d'un site de consommation supervisée de drogues dures.

Ce genre de ressource est nécessaire, avec la crise de l'itinérance qui s'aggrave. Le hic : le centre a été construit à quelques mètres d'une école primaire, en toute connaissance de cause.

Pourquoi à cet endroit ? Une bonne question, que se posent encore les parents des 300 élèves de l'école Victor-Rousselot.

Vous avez peut-être vu passer ces images troublantes depuis quelques jours, dans des reportages de TVA ou de *La Presse*. Des sans-abri qui se battent, s'exhibent ou fument du crack en public¹.

Les scènes du genre sont devenues monnaie courante dans plusieurs quartiers, mais les élèves de Victor-Rousselot n'étaient pas préparés à en être témoins chaque jour. Des jeunes font de l'anxiété et rechignent même à se rendre en classe depuis l'ouverture de la Maison Benoît-Labre².

L'école a dénombré 28 « évènements perturbateurs » pendant les quatre premières semaines d'activité du centre. Des parents sont furieux. Ils disent avoir essayé de lever le drapeau rouge pendant des mois, sans succès.

Le pire scénario, celui qu'ils redoutaient, s'est réalisé.

Je me suis promené pendant un bon moment mercredi autour du centre, situé à un jet de pierre du marché Atwater. L'immeuble est magnifique et s'intègre bien au secteur.

Mais ceci est aussi vrai : ça brasse pas mal. Même au cœur de la matinée. Les cris occasionnels, le va-et-vient des personnes aux facultés affaiblies et les tentes érigées çà et là ont de quoi impressionner des enfants, je peux le comprendre.

Pourquoi avoir choisi ce terrain en particulier, alors ? Parce que c'était le seul qui était disponible et répondait à tous les critères, m'a affirmé en entrevue Andréane Désilets, directrice générale de la Maison Benoît-Labre.

Son organisme, pour la petite histoire, vient en aide depuis 1952 aux sans-abri du sud-ouest de Montréal. Il est très respecté dans le milieu de l'itinérance.

Quand Andréane Désilets en a pris les rênes en 2016, le centre était rendu à l'étroit dans ses anciens locaux. Une recherche de trois ans s'est mise en branle, infructueuse jusqu'à ce que l'organisme trouve ce terrain à un jet de pierre d'une école.

Elle soutient avoir vérifié « si c'était une bonne idée » de s'installer là, en rencontrant la direction de l'école voisine. L'arrondissement du Sud-Ouest et la Ville de Montréal disent n'avoir pas eu le choix d'accepter, puisque le projet était de « plein droit » et que l'usage d'habitation était déjà autorisé.

Le chantier a démarré, puis la pandémie a frappé. Le nombre de sans-abri a bondi, en même temps que celui des surdoses. La Direction régionale de santé publique de Montréal (DRSP), à la demande du centre, a entrepris des démarches pour ajouter un centre de consommation supervisée au projet initial.

Tout cela est passé sous le radar de bien des résidents du coin, même si l'organisme affirme avoir organisé des

rencontres d'information. Plusieurs ont appris l'existence du projet dans un article de *La Presse* publié en août 2023.

« À peu près tout le monde assumait que ça allait être des condos ou un immeuble locatif », m'a lancé Jean-François Gauvin, père d'un garçon qui fréquente la maternelle de l'école Victor-Rousselot.

Sa quête – et celle d'autres parents – pour obtenir des réponses a été un vrai chemin de croix.

« Tout le monde se lance la balle, en disant : "C'est pas notre faute", dénonce-t-il. J'étais un grand fan de Projet Montréal depuis que je suis arrivé à Montréal il y a 20 ans, mais je suis maintenant complètement désabusé de la politique montréalaise... »

L'homme et sa petite famille viennent de déménager à 200 mètres de là, à l'est, dans un autre district scolaire. Son fils changera d'école.

L'administration Plante n'en démord pas : elle n'avait pas le choix d'autoriser ce projet.

Robert Beaudry, responsable de l'itinérance au comité exécutif, admet que les ressources du genre devraient être « mieux réparties sur le territoire ». Mais il serait impossible, répète-t-il, de les construire à une distance minimale de 250 mètres des écoles et des garderies, comme l'a déjà demandé le Parti libéral du Québec.

« Si on a moins de ressources dans les secteurs où il y a des vulnérabilités, il n'y aura pas moins de consommation pour autant dans ces secteurs-là », m'a-t-il fait valoir.

La directrice de la Maison Benoît-Labre, tout comme la DRSP, tient un discours similaire. Les besoins ont explosé et les centres de consommation supervisée contribuent à prévenir des surdoses. Les gens fumeraient autant de crack et de crystal meth s'ils n'existaient pas, mais ils seraient plus nombreux à mourir dans la rue.

À quoi s'attendre maintenant ?

Québec et la Ville de Montréal ont promis des intervenants sociaux pour ramener l'ordre autour de la Maison Benoît-Labre. La fin imminente des travaux extérieurs de l'édifice permettra aussi de déplacer les attroupements plus loin de l'école, espère-t-on.

Si on se fie à ce qui se passe ailleurs en ville, il n'y aura pas de miracle...

Mais qu'on le veuille ou non, ce cas de cohabitation extrême constitue un prélude à ce qui s'en vient dans d'autres quartiers de Montréal. Car oui, il y aura d'autres centres du genre destinés aux sans-abri et aux toxicos. La crise est trop grave.

Sera-t-on mieux préparés la prochaine fois ?



FRANCISATION QUÉBEC

HAUSSE « PHÉNOMÉNALE » DES DEMANDES, MAIS PEU D'IMPACTS SUR LE FRANÇAIS

HUGO PILON-LAROSE, LA PRESSE

Ceux qui veulent suivre des cours de français offerts par le gouvernement doivent être patients avec Francisation Québec, qui ne respecte toujours pas sa propre cible pour traiter les dossiers ouverts. Malgré une hausse « phénoménale » des demandes, principalement liée à la croissance de l'immigration temporaire, les nombreux investissements pour bonifier l'offre de cours ne parviennent pas à freiner le déclin du français dans la province.

Dans son rapport annuel 2023-2024, le commissaire à la langue française, Benoît Dubreuil, constate que le guichet unique d'accès aux cours de français offerts par le gouvernement, Francisation Québec, ne parvient toujours pas à atteindre sa propre cible de traiter 80 % des demandes à temps complet dans un délai de 50 jours. Du 1er avril 2023 au 31 mars 2024, « la proportion de nouveaux élèves ayant commencé leur premier cours de français dans les 50 jours suivant la réception de la demande [était] de 67,7 % », alors que pour l'année 2022-2023, « la norme de service de 50 jours avait été respectée dans 85,5 % des dossiers ».

De plus, en tenant compte des cours à temps complet ou à temps partiel, ainsi que de la durée moyenne de la participation des étudiants, le commissaire Dubreuil estime que « le nombre total d'heures de formation offertes en 2023-2024 correspond à environ 2 % de celui qui aurait été nécessaire pour que l'ensemble des personnes domiciliées au Québec qui ne connaissent pas le français puissent terminer les niveaux débutant et intermédiaire ».

Selon lui, cette situation s'explique par le fait que « la majorité des participants aux cours [...] sont inscrits à temps partiel et n'y restent que quelques mois », dans le contexte où ils occupent en même temps un emploi afin de subvenir à leurs besoins.

L'EFFET DE L'IMMIGRATION TEMPORAIRE

Selon Benoît Dubreuil, « le nombre de personnes qui ne connaît pas le français augmente beaucoup plus rapidement que le nombre de personnes que l'on

francise, et c'est essentiellement lié à l'importance de l'immigration temporaire ».

Le commissaire précise que l'augmentation du nombre de personnes qui souhaitent suivre un cours de francisation a débuté bien avant la création de Francisation Québec, en activité depuis maintenant un an, et qu'elle s'explique par divers facteurs, notamment l'introduction d'une allocation de participation pour les cours à temps partiel et l'élargissement de l'admissibilité aux résidents non permanents. De 2018-2019 à 2023-2024, le nombre de participants aux cours de français a plus que doublé, passant de 30 734 à 68 844.

« Cette année, les travailleurs étrangers temporaires ont représenté la moitié des participants aux cours de français gouvernementaux. Si nous y ajoutons les demandeurs d'asile et les étudiants internationaux, nous constatons que les résidents non permanents ont représenté les deux tiers des participants aux cours de français », affirme M. Dubreuil, rappelant qu'au « recensement de 2016, la population non permanente au Québec se chiffrait à 86 065, mais [qu'elle] avait atteint 560 174 au 1er janvier 2024 ».

LA FRANCISATION « N'EST PAS UNE PANACÉE »

Le commissaire à la langue française rappelle que la francisation à elle seule n'est pas une « panacée » pour protéger le français au Québec.

« En ce moment, le nombre de personnes qui ne connaît pas le français augmente beaucoup plus rapidement que le nombre de personnes que l'on francise. [...] [La

francisation], ce n'est pas la panacée. Si on ne fait pas de francisation ou si on fait moins de francisation, ça sera pire. [...] Mais c'est sûr qu'il y a des limites à ce qu'on puisse faire avec la francisation », affirme-t-il.

Selon lui, le gouvernement du Québec doit prioritairement « augmenter le niveau général de connaissance du français à l'entrée [des immigrants] et s'assurer que les gens en fassent déjà une partie avant d'arriver [au Québec] », entre autres.

Le dernier budget du gouvernement Legault prévoit 320 millions sur cinq ans pour augmenter l'offre de cours de Francisation Québec. En mêlée de presse mercredi, le ministre de la Langue française, Jean-François Roberge, a affirmé qu'il fallait continuer d'augmenter l'offre de cours, mais aussi réduire la demande, « car on accueille beaucoup trop d'immigrants temporaires, particulièrement de demandeurs d'asile ». Dans son

rapport, le commissaire Dubreuil précise qu'une « part importante des participants en 2023-2024 n'avait pas un statut permanent [et que ceux-ci] appartenaient en ordre d'importance à la catégorie des travailleurs temporaires (48,6 %), à celle des étudiants étrangers (9,4 %) et à celle des demandeurs d'asile (5,4 %) ».

Benoît Dubreuil estime par ailleurs que la population domiciliée au Québec qui ne connaît pas le français s'est établie à 641 589 personnes au 1er octobre 2023, « soit 474 555 ayant un statut permanent et 167 034 ayant un statut temporaire ». En 2023-2024, « le nombre de personnes ayant participé à au moins un cours de Francisation Québec représente environ 11 % de la population domiciliée au Québec qui ne connaissait pas le français ».



CHRONIQUES

Le miracle impossible de la francisation

PAUL JOURNET

La Presse

« Évaluons objectivement la capacité d'accueil d'immigration au lieu d'en faire un enjeu politique partisan. » Voilà une phrase qui revient souvent. On a maintenant une partie du portrait avec le nouveau rapport du commissaire à la langue française, Benoît Dubreuil.

Il démontre les limites de la francisation. Elle ne suffit pas pour stabiliser le français. Son rôle est à la fois essentiel et insuffisant.

Les immigrants sont proportionnellement moins nombreux que la population native à parler français. Par exemple, le tiers des travailleurs temporaires ne maîtrise pas la langue de Leclerc.

Une minorité de ces personnes s'inscrira aux cours de francisation. À peine la moitié d'entre elles trouvent des cours et réussissent à les suivre. Et parmi les personnes inscrites, seule une minorité les terminera. La durée moyenne des études est d'environ trois mois à temps plein. Cela suffit à peine à dépasser le niveau de débutant.

La mathématique est implacable : la pression sur le français s'accroît.

À première vue, ce constat n'est pas neuf.

Les rapports se succèdent depuis une décennie pour dénoncer les ratés en francisation. Mais plusieurs choses ont changé dans la dernière année.

Le gouvernement caquiste a mis de l'ordre dans les cours. Il a créé Francisation Québec, avec un guichet unique pour centraliser les cours qui étaient auparavant éparpillés entre trois ministères. Il a aussi lancé une plateforme pour les étudiants, embauché des professeurs et établi une évaluation standardisée qui se fait en ligne.

Malgré ces avancées, plusieurs problèmes demeurent. La moitié des nouveaux arrivants inscrits à des cours poireautent sur la liste d'attente.

Quand on les rappelle enfin, ils ont souvent déménagé ou trouvé un emploi qui les occupe. Et s'ils modifient leurs disponibilités, ils perdent leur priorité sur la liste.

Des efforts restent donc à faire. Or, en même temps que ce système doit être amélioré, la pression augmente à cause de la hausse de l'immigration – environ 20 000 travailleurs temporaires arrivent chaque mois au Québec.

Les attentes doivent être réalistes. Avec la francisation dans sa forme actuelle, on ne peut pas maintenir le niveau d'immigration sans fragiliser le français.

Suffit de se mettre dans la peau d'un nouvel arrivant pour comprendre les limites de la francisation.

La rémunération offerte équivaut à l'aide sociale. C'est peu quand vous devez loger et nourrir votre famille. Des chèques ont même été perdus dans la poste – le formulaire ne comportait pas de case pour inscrire le numéro d'appartement...

Pour s'inscrire, il faut environ 45 minutes pour remplir le formulaire. La complexité de cette paperasse a surpris les fonctionnaires, rapporte M. Dubreuil.

Pire, ce document est seulement en français. Pour un nouvel arrivant qui n'a pas encore suivi son premier cours, c'est pénible.

Pendant ce temps, la société d'accueil envoie des messages contradictoires. Le français est la langue officielle, mais si vous habitez dans le Grand Montréal, les commerces vous accueillent en bilingue. Au travail, on vous accommode aussi. Parfois, c'est même l'anglais qui est obligatoire. Alors vous vous mettez au travail, en vous débrouillant dans la langue que vous connaissez.

Ajoutez à cela le changement de valeurs. Les 18-34 ans accordent moins d'importance au français que le reste de la population, comme le révèle le nouveau rapport quinquennal de l'Office québécois de la langue française.

Le rapport du commissaire ne tient pas compte de la francisation en entreprise. Les cours étant encore trop éparpillés, il peinait à en brosser un portrait fidèle.

Ces cours permettraient de rejoindre les travailleurs qui manquent de temps et d'argent pour suivre la formation actuelle. Un enjeu financier explique la lenteur de leur déploiement. En coulisses, les entreprises font pression pour que ce coût ne leur soit pas entièrement refilé.

Pour que la francisation fonctionne, les cours au travail doivent se multiplier. Mais au niveau actuel d'immigration, l'offre peinera à suivre la demande, soutient M. Dubreuil.

Son précédent rapport concluait que si le Québec veut franciser tous ceux qui le souhaitent, il doit réduire la demande en sélectionnant davantage de candidats maîtrisant déjà cette langue. Le gouvernement caquiste a d'ailleurs déjà annoncé que sa grille de sélection serait modifiée en ce sens.

Cela nous ramène à la capacité d'accueil.

Elle n'est pas figée. Elle dépend des ressources offertes par l'État. Et en francisation, il reste du travail à faire. Mais elle n'est pas infinie non plus.

M. Dubreuil clarifie un débat qui s'embrouillait sous la partisanerie, avec le spectre de la prétendue « louisianisation » ou les accusations à mots cachés de xénophobie.

Reste qu'aucun rapport ne permettra à lui seul d'évaluer cette capacité. Car elle dépend aussi de l'importance accordée à des valeurs intangibles et subjectives comme la protection de la langue.

Cette réponse revient aux politiciens. Et grâce au diagnostic précis et dépassionné du commissaire, ils ont un outil de plus pour y réfléchir.



STRATAGÈME FRAUDULEUX DE RECRUTEMENT D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

UNE EX-CADRE D'UNE COMMISSION SCOLAIRE PLAIDE COUPABLE

LOUIS-SAMUEL PERRON, LA PRESSE

Une ex-directrice de la Commission scolaire Lester-B.-Pearson reconnaît avoir participé à un stratagème frauduleux qui a bénéficié à une agence de recrutement d'étudiants étrangers. Caroline Mastantuono ordonnait à ses employés de créer de faux documents pour favoriser le recrutement d'étudiants indiens.

La femme de 61 ans a plaidé coupable à la mi-mai, au palais de justice de Montréal, à des chefs d'accusation de fabrication de faux, d'utilisation de documents contrefaits et d'abus de confiance par un fonctionnaire public en fraudant le ministère de l'Immigration et la Commission scolaire Lester-B.-Pearson.

Elle avait été arrêtée en 2020 par l'Unité permanente anticorruption dans le cadre de l'enquête PANDORE.

Le juge Salvatore Mascia avait imposé une ordonnance de non-publication sur sa reconnaissance de culpabilité à la mi-mai. Or, cette ordonnance a été levée mercredi, ce qui nous permet de révéler les faits reconnus par Caroline Mastantuono, surtout connue sous le prénom Carol.

Pour comprendre l'affaire, il faut savoir qu'un étudiant étranger qui souhaite étudier au Québec doit obtenir un Certificat d'acceptation du Québec (CAQ) délivré par le gouvernement provincial. Dans certains cas, il doit aussi recevoir un permis d'études de la part d'Immigration Canada. Pour obtenir le CAQ, l'étudiant doit démontrer sa capacité financière. Ce montant s'élevait à 24 164 \$ en 2016.

FAUX REÇUS DE PAIEMENT

En 2014, la directrice du département international de la Commission, Caroline Mastantuono, constate que des étudiants étrangers n'ont pas reçu leur CAQ en raison de leur capacité financière insuffisante.

La directrice demande alors à ses employés de créer de faux reçus de paiement de droits de scolarité et de les inclure dans les documents remis au ministère de l'Immigration. Le total des 81 faux reçus s'élève à 1,6 million de dollars. Selon la preuve, la Commission n'avait pourtant reçu que 172 000 \$.

L'objectif était de faire croire au Ministère que ces étudiants étrangers indiens avaient déjà payé leurs droits de scolarité. Le Ministère déduisait donc cette somme du calcul pour évaluer la capacité financière des étudiants. Ainsi, cela facilitait leur obtention du CAQ.

Un coaccusé dans cette affaire, Naveen Kolan (dont le procès est prévu lundi prochain), était le propriétaire de l'agence de recrutement d'étudiants étrangers Edu Edge inc. Cette agence spécialisée dans le marché indien a signé un contrat avec la Commission scolaire Lester-B.-Pearson en 2012 et 2013.

AU BÉNÉFICE D'UNE AGENCE

Selon les faits admis par Caroline Mastantuono, « ce stratagème bénéficiait à Edu Edge inc., qui facturait ensuite la Commission scolaire pour le recrutement de ces étudiants ». Par ailleurs, Caroline Mastantuono et Naveen Kolan ont tenu une rencontre avec les employés de la Commission scolaire au début du stratagème, selon les faits.

La relation entre Edu Edge inc. et la Commission scolaire était « problématique » depuis 2013, selon les faits admis par l'accusée, sans en révéler davantage à ce sujet. On ignore par ailleurs quel intérêt l'accusée avait dans ce stratagème.

Également, la Commission scolaire a payé 76 698 \$ en commissions à une agence détenue par la femme de Naveen Kolan pour le recrutement d'une vingtaine d'étudiants étrangers. Or, ces étudiants n'avaient pas été recrutés par l'entremise d'une agence. On les avait néanmoins assignés à cette agence. Dans le cadre de ce stratagème, 14 reçus ont été fabriqués.

Selon une analyse comptable, cette agence établie en Colombie-Britannique a reçu 118 953 \$ de la Commission scolaire. Un rapport montre que 70 % des fonds de l'agence provenaient de l'agence Edu Edge de Naveen Kolan.

Les observations sur la peine à imposer à Caroline Mastantuono sont prévues en septembre prochain. Sa

filie et coaccusée, Christina Mastantuono, est toujours en attente de procès.

Me Sarah-Audrey Daigneault a représenté le ministère public, alors que Me Isabel Schurman a défendu l'accusée.

La pire cour d'école à Montréal s'est enfin refait une beauté

Les élèves peuvent enfin s'amuser grâce au chantier de 6,2 millions de dollars

Avec son banc à vagues, ses arbres fraîchement plantés et ses marquages multicolores, la «pire cour d'école de Montréal» n'a plus rien à voir avec le désert d'asphalte qu'elle était en 2019.

DOMINIQUE SCALI
Le Journal de Montréal

«Je suis sûr qu'elle pourrait maintenant avoir sa place dans le palmarès des meilleures cours», a déclaré le directeur Benoît Grenier hier, lors de l'inauguration de la cour rénoverée de l'école primaire des Nations, dans le quartier Côte-des-Neiges.

En 2019, cette cour avait obtenu le plus bas score de tous les terrains visités sur l'île de Montréal, dans le cadre d'un palmarès du *Journal*.

À part une étendue asphaltée, quelques paniers de basketball rouillés, on n'y trouvait pas grand-chose d'invitant, à l'époque.

«Il y avait trois arbres, dont un mort et un autre avec des épines», se souvient Marie-Bernard Pasquier, de la firme d'architecture de paysage Foliaison, qui a réalisé le projet.

Aujourd'hui, on y trouve 31 arbres nouvellement plantés, en plus de plusieurs zones de paillis ou de surface amortissante, au cas où les jeunes tomberaient en s'amusant dans les modules de jeux ou en faisant de la gymnastique.

UN CHANTIER DE 6,2 MILLIONS

«Le banc à vagues, c'est très populaire», note Benoît Grenier à propos du module de jeux fuchsia sur lequel même les adultes se sont esclaffés lors de la prise de photo.

Les plus petits ont leur propre portion de la cour, avec un module leur permettant de faire du «parcours» et des tables à leur hauteur pour manger leur collation.

Un peu partout, on trouve des zones avec tableaux noirs qui peuvent servir de classe extérieure ou encore de zone de socialisation pour les jeunes qui préfèrent la jase au basketball.

Le projet a démarré en 2020, indique Vanessa Cardin-Dubé, ingénieure et coordonnatrice au Service des ressources matérielles du Centre de services scolaire de Montréal.

Ce chantier, qui a coûté 6,2 millions de

dollars, n'est pas qu'esthétique. Le terrain en pente a fait l'objet d'un nivellement pour créer des espaces plats, tout en permettant aux eaux pluviales de s'écouler dans des bassins de rétention invisibles à l'œil.

MÊME LES POUBELLES

«Il faut penser à plein de trucs qui ont l'air anodins», raconte M^{me} Pasquier, qui rappelle qu'il n'y a pas si longtemps, ce qu'on retenait surtout de la façade de l'établissement, c'étaient les rangées de poubelles qui la cachaient.

Maintenant, tous ces déchets sont rangés... dans un joli cabanon vert.

Le succès de cette rénovation se voit notamment dans la variété des jeux auxquels s'adonnent les jeunes. Avant, «il y avait seulement des garçons qui jouaient au soccer. Maintenant, on a des filles», remarque M. Grenier.

Cet embellissement est un plus non seulement pour les jeunes de l'école, mais pour tout le quartier : même la fin de semaine et l'été, des familles se rendent dans la cour pour laisser jouer leurs enfants, ce qui n'était pas le cas avant, ajoute M^{me} Cardin-Dubé.



Immigration: Francisation Québec peine à répondre à la demande

Thomas Laberge, La Presse Canadienne

QUÉBEC - Depuis sa création il y a environ un an, Francisation Québec peine à répondre à la demande, ce qui provoque des goulots d'étranglement. Près de la moitié des personnes qui ont fait une demande d'inscription n'avaient toujours pas commencé leurs cours en date du 15 avril 2024.

C'est ce qui ressort du dernier rapport du commissaire à la langue française, Benoît Dubreuil, rendu public mercredi.

Mis sur pied en juin 2023, Francisation Québec est un guichet unique visant à simplifier l'accès aux cours de français, notamment pour les nouveaux arrivants. Il relève du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Entre le moment de sa création et avril 2024, l'organisme a reçu près de 99 000 demandes de francisation. Toutefois, seulement 50 400 personnes ont pu commencer leurs cours ou ont reçu une confirmation d'inscription.

Depuis le 1er juin 2023, les mécanismes mis en œuvre n'ont cependant pas permis de répondre à l'important volume de demandes soumises. Des goulots d'étranglement sont ainsi apparus dans le processus de formation des groupes, ce qui a créé des délais d'attente pour les demandeurs et occasionné divers problèmes pour les prestataires de services et les élèves, peut-on lire dans le rapport.

Le commissaire Dubreuil affirme que le problème ne provient pas d'un manque de professeurs de français.

Le ministère ne sait pas quelle est la capacité d'accueil sur le terrain et les organismes sur le terrain hésitent à accroître leur capacité d'accueil parce qu'ils ne savent pas combien de groupes ils vont avoir. Donc c'est un nœud organisationnel lié au partage d'information et c'est le grand défi de Francisation Québec actuellement, a-t-il expliqué en point de presse à l'Assemblée nationale mercredi.

Pas complètement imprévisible

Le rapport indique qu'il existe un lien étroit entre la hausse du nombre de travailleurs étrangers temporaires au Québec et celle du nombre de demandes d'inscription aux cours de français, mais que cette demande ne semble pas avoir été anticipée par Francisation Québec.

Pourtant, la croissance importante d'une population temporaire qui ne maîtrise pas le français n'était pas complètement imprévisible. En effet, elle est le résultat de changements que les gouvernements du Québec et du Canada ont mis en œuvre sans d'abord évaluer la capacité des services d'apprentissage du français à accueillir cette nouvelle clientèle, ajoute le commissaire dans son rapport de 121 pages.

Le document soulève aussi que la majorité des gens inscrits en francisation le sont à temps partiel et qu'ils abandonnent après seulement quelques mois. Nous estimons que le nombre total d'heures de formation offertes en 2023-2024 correspond à environ 2 % de celui qui aurait été nécessaire pour que l'ensemble des personnes domiciliées au Québec qui ne connaissaient pas le français puissent terminer les niveaux débutants et intermédiaires, indique-t-on.

Benoît Dubreuil recommande notamment de développer un modèle de prévision de la demande robuste et de renforcer les mécanismes de gestion des inscriptions, de manière à favoriser la réduction des délais de traitement.

La francisation n'est pas une panacée

Le commissaire Dubreuil indique toutefois que la francisation n'est pas une panacée en raison du volume important d'immigrants qui ne parlent pas le français lorsqu'ils arrivent au Québec.

C'est une composante d'une stratégie globale qui permettrait de stabiliser la situation du français, nuance-t-il.

M. Dubreuil pense qu'il faut sélectionner davantage d'immigrants dans des pays où la place du français est plus importante ou encore en s'assurant qu'ils

l'apprennent – du moins en partie – avant leur arrivée au Québec.

C'est sûr que le nombre de personnes qui ne connaissent pas le français augmente beaucoup plus rapidement que le nombre de personnes que l'on francise et c'est essentiellement lié à l'importance de l'immigration temporaire, précisément depuis deux ans, depuis la fin de la pandémie, explique-t-il.

Dans son rapport, le commissaire écrit qu'au recensement de 2016, la population non permanente au Québec se chiffrait à 86 065, mais elle avait atteint 560 174 au 1^{er} janvier 2024.

Franciser davantage en amont

Le ministre de la Langue française, Jean-François Roberge, dit être 100 % d'accord avec les constats du commissaire.

Il faut faire deux choses. Il faut réduire la demande. La demande est très très grande parce qu'on accueille beaucoup trop d'immigrants temporaires en ce moment, particulièrement des demandeurs d'asile. Puis, il faut augmenter l'offre de Francisation Québec, a-t-il dit.

La ministre de l'Immigration, Christine Fréchette, a indiqué que son gouvernement allait franciser davantage en amont.

Ça veut dire qu'avant même que les gens arrivent au Québec, ils vont avoir accès davantage à des cours de français, comme ça quand ils arrivent, ils vont avoir un coussin de connaissances, a-t-elle expliqué.

ICI  RADIO-CANADA

Pornographie juvénile : des élèves ciblés par une enquête au Bas-Saint-Laurent

ISABELLE DAMPHOUSSE

La Sûreté du Québec (SQ) mène une enquête sur l'échange d'images intimes impliquant des élèves de différentes écoles secondaires du Bas-Saint-Laurent.

Le corps policier a confirmé cette information à Radio-Canada sans toutefois donner plus de détails.

Pour sa part, le Centre de services scolaire des Phares a indiqué qu'une intervention a eu lieu auprès d'élèves de la concentration hockey le 8 mai en collaboration avec la Sûreté du Québec.

Une lettre dont nous avons obtenu une copie a été envoyée par la direction de l'école secondaire Le Mistral, à Mont-Joli, aux parents des élèves de cette concentration.

La lettre fait état d'une intervention qui a été effectuée parce que certains élèves auraient possiblement pu être impliqués dans le partage de photos et/ou vidéos de nudité impliquant des mineurs. Ces images circuleraient également sur les réseaux sociaux, peut-on y lire.

La direction de l'école Le Mistral explique que les élèves ont été rencontrés en groupe pour les conscientiser et les informer de l'aspect illégal de la possession et de la distribution de pornographie juvénile.

L'intervention a aussi permis de faire une mise au point sur les notions de vie privée, de confidentialité et de consentement.

L'agent d'information de la Sûreté du Québec au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie, Frédéric Deshaies, rappelle qu'aux yeux de la loi, avoir une image intime d'une personne mineure en main est considéré comme un acte de possession de pornographie juvénile. Et peu importe l'âge, le fait d'avoir en sa possession de la pornographie juvénile constitue un acte criminel, avertit-il.

Ce qu'on voit sur le terrain, c'est que les adolescents ont une tendance à donner leur confiance rapidement, soit à leurs amis soit aux personnes à qui ils échangent [les photos], remarque l'agent Deshaies. Ils ont tendance à envoyer une image intime et souvent, la victime, elle,

croit que l'image va demeurer privée, ce qui n'est pas le cas.

La porte-parole du Centre de services scolaire des Phares, Zoé Ross, a précisé par courriel qu'aucun commentaire ne serait fait sur le dossier, en raison de l'enquête policière qui est en cours. L'organisation dit travailler en étroite collaboration avec la SQ.

Les centres de services scolaires de Kamouraska-Rivière-du-Loup et des Monts-et-Marées nous ont répondu ne pas avoir été interpellés par les policiers ce à ce sujet.

Quant au Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs, il affirme avoir comme politique de ne pas formuler de commentaires sur les enquêtes de la Sûreté du Québec.

L'importance de l'éducation

Dans ce dossier, le directeur général de l'organisme Sport'Aide, un service d'aide aux jeunes et aux acteurs du milieu du sport, Sylvain Croteau, veut éviter de montrer du doigt uniquement la culture au sein de la communauté du hockey.

Je ne suis pas là pour la défendre, elle peut très bien se défendre. Ce qu'on observe chez Sport'Aide, c'est qu'il n'y a pas de sport [...] pire que d'autres, explique-t-il. Si on se demande s'il y a plus de cas de masculinité toxique au hockey qu'à l'escrime... On est au Canada, c'est normal que la loi de la moyenne fasse en sorte qu'il y a davantage de cas comme ça dans un sport qui est notre sport national. [...] Mais il faut faire attention de ne pas camper des secteurs d'activité dans une position, personne n'est épargné.

L'an dernier, la ministre des Sports Pascale St-Onge avait affirmé que la violence sexuelle et la masculinité toxique

représentent des problèmes systémiques au sein du hockey canadien.

M. Croteau ajoute que les parents et les entraîneurs ont un rôle à jouer dans l'éducation des jeunes, en dehors du sport. Comme parent, comme entraîneur, on a une responsabilité. On est comme un enseignant : on ne développe pas seulement des joueurs de hockey, on développe d'abord et avant tout des êtres humains qui doivent avoir un comportement global, qui est exemplaire sur la glace et en dehors de celle-ci, rappelle-t-il.

De l'éducation, de la prévention, on n'en fera jamais assez. Il faut encore faire davantage et répéter le message.

- Sylvain Croteau, directeur général de Sport'Aide

Le porte-parole du Centre canadien de protection de l'enfance, René Morin, est du même avis. La prévention est notre meilleure arme pour agir devant ce fléau, martèle-t-il.

Selon lui, les images à caractère pédopornographique en circulation à l'échelle mondiale se chiffrent par centaines de millions et ce nombre continue d'augmenter.

Quand un événement comme ça se passe dans notre communauté, je pense qu'il faut continuer d'avoir des conversations de manière régulière avec nos enfants pour les sensibiliser, conclut-il.

Le Centre canadien de protection de l'enfance offre sur son site web (parentscyberavertis.ca) une multitude d'outils aux parents qui souhaitent aborder différents enjeux qui touchent la sécurité des mineurs en ligne avec leurs enfants.

Par ailleurs, la ressource Cyber Aide peut également aider les parents à obtenir la suppression d'une photo ou d'une vidéo à caractère sexuel.

Estrie et régions

David Raymond sera le nouveau président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie

Par Lilia Gaulin, La Tribune

Le vice-président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE) et responsable de la zone Sherbrooke, David Raymond, succèdera à Richard Bergevin à la présidence de l'organisation à compter du 1er juillet.

Il a été élu sans concurrence puisqu'il a été le seul à déposer sa candidature, indique le SEE.

«On peut faire la différence dans le quotidien de nos collègues enseignants. C'est ce qui m'anime de pouvoir continuer à travailler pour la profession enseignante», mentionne en entrevue M. Raymond.

Avant de joindre à temps plein les rangs du SEE, David Raymond a été enseignant en adaptation scolaire. «J'ai enseigné à différentes clientèles, autant les troubles graves de comportement, la déficience intellectuelle avec troubles associés et les difficultés d'apprentissage en orthopédagogie.»

C'est notamment les élèves ayant des besoins particuliers qui l'ont poussé à s'impliquer syndicalement, explique-t-il. «Je trouvais qu'on pouvait faire mieux.»

L'un de ses premiers défis à titre de président sera de faire connaître la nouvelle convention collective à ses membres. Il souhaite aussi remettre de l'avant certains éléments qui ont été mis de côté en raison de la dernière négociation. «Bien comprendre sa tâche, c'est un élément très important.»

Ses premières expériences à titre de délégué syndical remontent à environ 20 ans. C'est en 2012 qu'il a obtenu un premier poste élu au SEE en devenant adjoint à la zone de Sherbrooke.

L'actuel président, Richard Bergevin, reste en poste jusqu'à la fin du mois de juin. Dès le 1er juillet, il entrera en fonction à titre de président de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE).

La FSE regroupe 34 syndicats représentant plus de 90 000 enseignants dans la province.

Piste d'athlétisme et terrain synthétique de football: les travaux en cours à J.-H.-Leclerc

Par Michel Tassé, La Voix de l'Est

Enfin!, diront certains, voire plusieurs. Car si vous passez par le secteur de l'école secondaire J.-H.-Leclerc, vous constaterez que les travaux en vue de l'aménagement d'une nouvelle piste d'athlétisme, ainsi que d'un terrain de football synthétique, sont commencés.

Les nouveaux équipements seront prêts pour utilisation en juillet 2025, dit-on au Centre des services scolaires du Val-des-Cerfs.

Le projet est une affaire d'un peu plus de 7 millions \$. Le plus gros de l'argent vient du gouvernement du Québec (4,52 millions \$), alors que Val-des-Cerfs (1,62 millions \$) et la Ville de Granby (700 000 \$) contribuent également.

«Les gens attendent ces installations depuis longtemps, mais les délais ont été respectés, explique Mario Beauvais, directeur des ressources matériels, volet projets, à Val-des-Cerfs. C'est un projet important, qui nous tenait à cœur, et nous allons livrer!»

Les gens de l'athlétisme de la région, on le sait, réclamaient une nouvelle piste depuis très longtemps. Les Incroyables du football, eux, n'ont jamais bénéficié d'installations optimales à J.-H.-Leclerc, eux qui doivent disputer leurs matchs locaux au parc Jean-Yves-Phaneuf, où le soccer a la priorité, depuis des années.

«Toutes les activités des Incroyables du football, que ce soit les entraînements ou les matchs, seront centralisées chez nous à compter de l'automne 2025, souligne Anne-Marie Ménard, directrice de J.-H.-Leclerc. Le football prend une place importante chez nous (le programme est le plus important de la région) et nous sommes heureux à l'idée que nous offrirons bientôt de magnifiques installations à nos élèves-athlètes.»

Les installations d'athlétisme (car on parle aussi d'équipements pour le saut en longueur et en hauteur ainsi que pour le lancer du poids et du javelot) de même que le terrain de football – qui pourra également servir au soccer – seront éclairés.

Il faut savoir que Granby accueillera les Olympiques spéciaux du Québec en août 2025 et qu'un rafraîchissement de certains équipements relevait carrément de l'essentiel pour recevoir l'événement.

Sentiment d'appartenance

L'école secondaire J.-H.-Leclerc a récemment fêté ses 50 ans. Après l'ajout d'un skatepark (très fréquenté, d'ailleurs) l'automne dernier, voilà qu'une nouvelle piste d'athlétisme et un nouveau terrain de football vont voir le jour. Il souffle un bon vent de fraîcheur sur l'institution de la rue Simonds Sud par les temps qui courent.

«Ce qu'on a ajouté et ce qui s'en vient ne peuvent qu'augmenter le sentiment d'appartenance de nos élèves envers leur école, reprend Anne-Marie Ménard, qui n'a jamais eu besoin d'être convaincue de l'importance du sport pour contrer le décrochage scolaire. On parle de football et d'athlétisme, mais j'imagine très bien des cours d'éducation physique se donner sur la future surface synthétique. Nous sommes dans un milieu défavorisé, on le sait, mais on travaille fort afin de faire en sorte que nos élèves aient envie de venir à l'école.»

Arts

Trois adolescents gatinois invités en France à montrer de quel bois il se slament

Par Yves Bergeras, Le Droit

Trois jeunes de l'Outaouais se sont envolés pour la France afin de participer à un concours de slam «amical».

Ces adolescents – Sophie Gauvreau, Gabrielle Gervais et Victor Denoncourt, trois résidents d'Aylmer – se sont rendus à Toulouse ainsi qu'en Champagne sur Seine, à l'invitation du Réseau Québec-France (RQF), qui chapeaute au Québec un concours de slam destiné à un public scolaire. Concours jeunesse dont le trio avait remporté haut la main la 6^e édition, tenue le 6 avril dernier à Trois-Pistoles (sous la houlette de l'Association Québec-France Bas-Saint-Laurent).

En Champagne se tient, ce 30 mai 2024, la finale du «Grand Slam du 77», un tournoi national de joutes oratoires auquel participent des centaines d'étudiants du collège (l'équivalent de notre niveau secondaire) et du lycée (niveau collégial, ici) provenant d'une cinquantaine d'écoles. Ce tournoi est organisé par l'association Slam International Jeunesse, dont est partenaire l'organisme Slam Québec-France.

Durant leur périple en France – du 24 mai au 2 juin – les trois Québécois (qui sont âgés entre 16 et 17 ans, donc mineurs) étaient accompagnés de leur coach Diane Bouchard. Celle-ci est l'un des piliers de SlamOutaouais depuis plus de dix ans; elle-même a d'ailleurs été lauréate du concours national de Slam Québec-France en 2017.

Les trois Aylmerois ont déjà eu le plaisir de passer quatre jours dans le Périgord, où ils ont mené la vie de château. Ils étaient en effet accueillis dans le Château de Montréal, situé aux abords d'Issac.

C'est dans ce château, une propriété privée appartenant à un ancien diplomate, que Sophie, Gabrielle et Victor ont pu participer à un spectacle-vitrine. Durant cette soirée présentée hors compétition, chacun des jeunes slameurs devait présenter un slam individuel, mais aussi un slam collectif, avec ses équipiers.

Les participants – tous francophones – de cette joute amateur provenaient de France, mais aussi de la

Belgique, du Mali et d'Amérique du Nord. Ils performaient au côté d'une violoncelliste, dont les coups d'archet dessinaient des atmosphères intimes ou plus dramatiques.

Le plus étonnant, c'est que les trois Gatinois n'avaient, jusqu'à l'an dernier, que peu d'expérience en matière de slam.

Certes, Victor Denoncourt, 17 ans, inscrit en première année au Cégep de l'Outaouais, a remporté l'an passé la finale régionale de Secondaire en spectacle, victoire qui lui a permis de représenter l'Outaouais aux Rendez-vous panquébécois du concours-vitrine. En parallèle de quoi il s'est illustré sur la scène de SlamOutaouais, en peaufinant son art.

Étudiante au Collège Saint-Joseph de Hull, Gabrielle Gervais, 16 ans, s'initie tranquillement au slam, mais elle écrit de la poésie depuis qu'elle est en âge de tenir un crayon.

C'est la plus grande dévoreuse de livres du trio. «La littérature fait partie de ma vie depuis que je suis toute petite. J'ai toujours lu et écrit.» Sa «rencontre avec la poésie», elle s'est produite un peu plus tard, «au début du secondaire», une époque où «je vivais [intérieurement] beaucoup de choses, et mon seul moyen de me libérer de mes émotions que j'ai trouvés, c'était d'écrire», mentionne l'adolescente, dont le tout premier slam «portait sur la santé mentale».

En revanche, Sophie Gauvreau n'avait, elle, jamais *slamé* de sa vie, avant de se laisser convaincre par sa camarade de classe – Gabrielle – de tenter l'aventure qui les a menés jusque sur le podium, à Trois-Pistoles, où le trio de l'Outaouais s'est frotté à des équipes de Rimouski, Sherbrooke et Rivière-du-Loup.

«L'Outaouais a participé [à notre concours] presque toutes les années. Le slam en milieu secondaire, c'est

très fort en Outaouais», note le président de Slam Québec-France, Richard Charron. L'association qu'il représente est très active en milieu scolaire, tandis que la ligue québécoise de slam (dont est membre SlamOutaouais) ne cible pas spécifiquement cette clientèle étudiante.

À Trois-Pistoles, le trio aylmerois a livré en groupe un slam intitulé *Jean dit*. Il s'agissait d'«un gros poème métaphorique sur le regard d'autrui, le jugement des autres, la perception qu'on a de nous-mêmes», partage Gabrielle Gervais. «C'était un peu une ode sur le fait de se libérer des jugements et de la conformité, à sortir de sa zone de confort et être bien [dans ta peau] quand quand tu fais...»

À quelques heures de s'envoler pour la France, l'adolescente s'avouait «très fébrile», au téléphone. «C'est un peu l'inconnu... On a une idée de l'horaire de ce qui nous attend là-bas, mais on ne connaît pas dans le détail», confiait l'adolescente – qui a déjà mis les pieds en France, il y a deux ans.

Premiers émois

Ses premiers émois sur la scène slam remontent à l'édition 2023 du Salon du livre de l'Outaouais: «Il y avait un micro ouvert pour les jeunes, j'ai fait là-bas mon premier slam. J'ai vraiment aimé l'expérience et j'ai voulu continuer.» Elle a presque aussitôt préparé un slam à présenter lors du spectacle de fin d'année de son école.

Son texte, *Ode au Français*, portait sur «la protection de la langue française, la place de la francophonie dans nos vies et le risque d'extinction». Un slam né de son inquiétude vis-à-vis de la qualité d'expression du français parlé par ses pairs. Le texte a d'ailleurs reçu un accueil assez froid de la part de ses camarades de

classe, se souvient-elle. «C'est une école très bilingue où on préfère [employer] l'anglais, alors il y avait un peu de réticence. Mais le prof était d'accord avec mon message, et c'est l'avis positif de mes professeurs qui m'a poussée à aller plus loin» et à cogner à la porte de SlamOutaouais.

C'est à cette période qu'elle a rencontré Victor – inscrit lui au Collège Saint-Alexandre – qui a remporté plusieurs des joutes de la saison 2023 de SlamOutaouais.

Mais pour participer au concours chapeauté par Slam Québec-France, le duo devait trouver un troisième larron, car le concours stipule qu'un slam doit être défendu en équipe.

Sophie s'est laissé convaincre, et l'apprentie slameuse a fait résonner à Trois-Pistoles un ambitieux poème qui «parlait de la place de l'art pour gérer les frustrations collectives, comment l'art peut servir à défendre des causes et apporter une réponse aux grands problèmes mondiaux, comme la guerre».

La poète et slameuse Diane Bouchard est rapidement devenue leur mentore. «Elle nous a beaucoup aidés à améliorer notre interprétation – elle est très forte dans l'interprétation, c'est ce qui la démarque – pour que nos poèmes soient vraiment vivants», témoigne Gabrielle.

La dernière rencontre régulière de la saison de SlamOutaouais a eu lieu dimanche 5 mai à l'Espace Dép Sylvestre. Les activités reprendront le 9 juin, avec les premières demi-finales tenues en prévision du prochain Grand Slam de poésie, la compétition provinciale.

Renseignements : Slam Québec-France ; SlamOutaouais



Une crise qui a un effet jusque sur les bancs d'école



PATRICIA BLACKBURN

pblackburn@laterre.ca

La crise qui touche le milieu agricole a un effet jusque sur les bancs d'école, où certaines formations, en production porcine notamment, ont vu leurs inscriptions décroître au point de n'avoir aucun élève cette année. D'autres établissements continuent toutefois d'accueillir un nombre stable d'étudiants passionnés qui gardent espoir en l'avenir, même s'ils sont conscients des défis qu'ils auront à affronter.

C'est la première fois en 30 ans de carrière que l'enseignant Gilles Laverdière n'a aucun élève dans sa classe de formation professionnelle en production porcine. En fait, il y en a eu deux, mais ceux-ci ont opté pour la formation en ligne. Les deux étudiants inscrits en présentiel ont abandonné au cours des deux premières semaines de l'année 2023-2024.

Celui qui enseigne au Centre de formation agricole de Saint-Anselme, dans Chaudière-Appalaches, attribue cette situation inédite – qu'il espère passagère – à la fermeture de l'abattoir d'Olymel de Vallée-Jonction et à la décroissance de la production porcine. « Dans un contexte favorable, naturellement, les inscriptions augmentent, et l'inverse est aussi vrai, comme c'est le cas présentement, pas seulement dans le porc, mais aussi dans plusieurs autres productions animales non contingentées, comme le bovin de boucherie et l'ovin, en raison de l'inflation, de la hausse des taux d'intérêt et des coûts de production », souligne l'enseignant.

« Zéro étudiant en présentiel, c'était la première fois que je voyais ça. » – Gilles Laverdière

Ce contexte a le même effet du côté de l'École professionnelle de Saint-Hyacinthe, rapporte l'enseignante Gina Lamontagne, qui donne la formation

en production porcine. « Depuis sept ans, il y a eu une décroissance des inscriptions dans cette production. C'était du jamais vu, et ce n'est jamais revenu. Ça fait des années que je n'ai pas [beaucoup d'étudiants] dans cette production. Cette année, j'en avais deux, mais ils ont lâché en cours de route », dit-elle.

Gilles Laverdière garde tout de même espoir, puisque déjà, quatre étudiants sont inscrits en présentiel pour l'an prochain. « J'espère qu'on a atteint le fond du baril cette année. Les années normales, 4 à 6 élèves, ça joue là-dedans. On n'a pas de boule de cristal, mais on souhaite que ça se stabilise », précise-t-il.

« Je me sens unique »

Du côté de la formation collégiale, Caroline Nadeau, responsable des communications à l'Institut des technologies agroalimentaires du Québec (ITAQ), indique que les cours spécifiques à la production porcine, offerts dans le cadre du programme en technologie des productions animales, ne sont jamais très populaires depuis quelques années, du côté tant du campus de Saint-Hyacinthe que de celui de La Pocatière. En effet, Noémie Vachon, qui étudie en 2e année de ce programme à l'ITAQ, est la seule étudiante sur les 300 du campus de La Pocatière à se spécialiser en production porcine, alors qu'ils seraient quelques-uns de plus du côté du campus de Saint-Hyacinthe, rapporte-t-elle. « Pour les cours plus généraux, je suis avec les autres productions comme le veau et les ovins, mais pour les cours spécifiques à la production porcine, je suis seule avec le prof. Je me sens unique », lance-t-elle à la blague.

La jeune femme de 19 ans, qui souhaite prendre la relève de la ferme porcine familiale située à Tring

Jonction, dans Chaudière-Appalaches, est consciente des enjeux que traverse l'industrie porcine, mais reste néanmoins positive face à l'avenir. « On est dans une période de restructuration, mais ça va aller mieux après. Et puis, je ne me voyais pas faire autre chose », confie-t-elle. Elle signale, à cet égard, que son père continue, malgré la crise, d'investir dans la ferme, sachant que ses enfants souhaitent poursuivre dans cette voie.

Patricia Poulin, productrice porcine à Sainte-Marie, dans la même région, a un fils qui termine aussi sa 2e année

en production porcine à l'ITAQ, à la différence qu'il fréquente le campus de Saint-Hyacinthe. Bien qu'heureuse qu'un de ses enfants veuille prendre la relève de la ferme porcine familiale, elle avoue être très inquiète pour lui. « On ne sait pas comment ça va aller et je ne vois pas l'avenir rose là-dedans. On lui a d'ailleurs dit qu'on ne grossirait pas la ferme, mentionne-t-elle. On

va quand même réussir à lui faire prendre la relève, mais ce ne sera pas facile. » Même si elle constate que son fils aime ce domaine et ne se voyait pas faire autre chose, la productrice laisse entendre qu'il n'est « peut-être pas conscient de tous les enjeux ».

Comment les étudiants voient-ils l'avenir?

« En 2009 et en 2020, on a fait des investissements à notre ferme familiale, donc là, on a plus de dettes, et nos taux d'intérêt vont augmenter cette année, donc ça fait un peu peur. Veux, veux pas, c'est nous qui reprenons la ferme, donc tu retombes avec les problèmes. C'est mieux de limiter tout de suite les dépenses, car tu ne sais pas ce qui va arriver dans le futur non plus, si ça va monter encore plus, les taux d'intérêt. »

- Emy Leutwyler, étudiante au DEP en production laitière à l'École professionnelle de Saint-Hyacinthe



« Le contexte actuel, ça fait un peu peur. On ne sait pas où on s'en va et ça devient de plus en plus dur. Je pense que les petites fermes vont en arracher et que ça va peut-être devenir comme aux États-Unis, avec de plus grosses fermes. Il va falloir performer, être sur la *coche*, avec une bonne gestion des dépenses, pour ne pas investir n'importe comment. »

- Olivier Hébert, étudiant au DEP en production laitière au Centre de formation professionnelle (CFP) de Coaticook

« On pense qu'il y a moins d'enjeux dans la volaille que dans le laitier ou le porc, mais ce n'est pas nécessairement plus facile. Dans notre secteur, les gros mangent les petits tranquillement, donc il faut que tu prennes ta place et que tu grossisses. Tu n'as pas le choix. Il va donc falloir investir pour grossir et se serrer la ceinture un peu plus pour payer la ferme plus rapidement. »

- Mégane Bergeron, étudiante au DEP en production avicole à l'École professionnelle de Saint-Hyacinthe



« Je veux démarrer une entreprise en production ovine, mais c'est très difficile de partir dans un domaine quand l'avenir est incertain, surtout quand on part de rien. Ça fait peur, mais j'y crois, même si je sais que je n'aurai pas le choix d'atteindre un niveau de performance élevé pour réussir. »

- Félix-Antoine Couture, étudiant de 3^e année à l'Institut des technologies agroalimentaires du Québec, campus de La Pocatière

« Ça ne me fait pas peur, ce qui se passe. Tant que tu surveilles tes affaires comme du monde, tout va *ben* aller. Pour la gestion de l'entreprise, un cours, ce serait utile, sûrement, mais l'ouvrage, tu l'apprends surtout sur le tas. Il y a aussi les conseillers financiers qui peuvent nous aider là-dessus. Avec ton expérience et la leur, tu es capable de faire de quoi de bon. »

- Samuel Fournier, étudiant au DEP en production laitière à l'École professionnelle de Saint-Hyacinthe

« C'est un rêve pour moi d'avoir une ferme laitière, mais si tu ne viens pas d'une famille qui en a une, les chances sont faibles, car je sais que ce sera dur. Ce sont de méchants coûts, mais il faut rêver un peu quand même. »

- Jade Lajoie, étudiante au DEP en production laitière à l'École professionnelle de Saint-Hyacinthe

« C'est plus stressant, car tu sais que si tu veux te partir là-dedans, ça va être dur. Mais j'ai toujours fait ça et j'ai toujours aimé ça [travailler en agriculture], donc je ne me vois pas faire autre chose, honnêtement. Mais, d'après moi, il va falloir compter toutes les dépenses qu'on fait. C'est pour ça qu'après mon DEP, pour apprendre le côté gestion, je vais faire la technique [en gestion d'entreprise agricole] au cégep. »

- Antoine Charest, étudiant du DEP en production laitière au Centre de formation professionnelle de Coaticook



« J'ai toujours voulu faire ça [travailler en grandes cultures]. J'ai déjà plusieurs projets, mais le contexte actuel, ça me ralentit parce que tout est plus cher; tout va donc moins vite. Je vais le faire pareil, mais juste peut-être pas l'année prochaine. »

- Alexandre Allard, étudiant au DEP en grandes cultures à l'École professionnelle de Saint-Hyacinthe

« Mes parents sont heureux que je prenne la relève, même dans le contexte actuel. Ils n'ont pas peur, et ils vont être là avec moi. Par contre, en grandes cultures, les coûts de la machinerie augmentent; et le surendettement, c'est un enjeu, mais pour moi, ce n'est pas ce qui me fait peur. J'ai tout le temps été là-dedans et j'adore ça. »

- Adèle Étienne, étudiante au DEP en grandes cultures à l'École professionnelle de Saint-Hyacinthe

Tous les élèves doivent avoir accès aux projets particuliers, plaide QS

Erick Deschenes

La responsable de Québec solidaire (QS) en matière d'éducation Ruba Ghazal, a fait une sortie, le 29 mai, pour demander au ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, de rendre les projets particuliers accessibles universellement «en mettant fin à la sélection basée sur les notes, le comportement, ou l'argent».

«Avoir une moins bonne éducation parce que nos parents sont moins riches, ou parce que nos notes sont moins fortes, c'est insensé, mais c'est la réalité que la CAQ accepte. Être inscrit dans une concentration en science ou en musique par exemple, ça motive nos jeunes et ça stimule la réussite scolaire. L'égalité des chances a longtemps fait la fierté du Québec, si on veut que ça continue, il faut que tous les élèves qui veulent s'inscrire à un projet particulier y aient accès», a argué Ruba Ghazal.

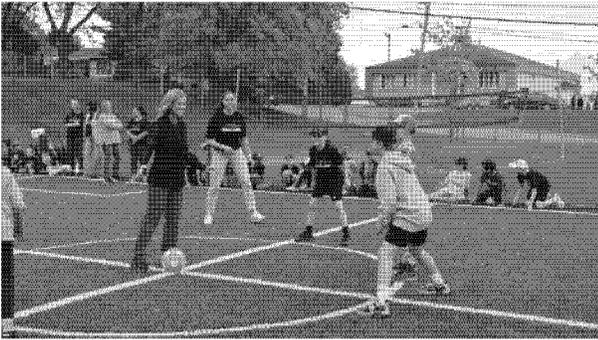
Du même souffle, l'élue solidaire a rappelé que selon un sondage effectué en février 2023 auprès de la Fédération des comités de parents du Québec, la proposition de rendre les projets particuliers accessibles à tous les élèves reçoit un appui favorable de 89 % des membres.

Également, Ruba Ghazal a cité en exemple le Centre de services scolaire des Chênes, à Drummondville. Après avoir constaté un écart du taux de réussite pouvant aller jusqu'à 28% entre les élèves du régulier et des programmes particuliers, cette organisation a décidé de rendre les programmes particuliers accessibles à l'ensemble des élèves sans sélection, notamment en ajoutant une cinquième période.

«L'exemple de Drummondville démontre qu'il est possible de faire disparaître les critères de sélection pour offrir un enseignement de qualité à tous les enfants, peu importe leurs notes ou le portefeuille de leurs parents. Les programmes particuliers, ça fonctionne. C'est bon pour la réussite scolaire des jeunes et c'est injuste d'en limiter l'accès», a conclu Mme Ghazal.

École primaire de Saints-Anges | Inauguration du nouveau terrain de soccer

Benjamin Aubert



Gracieuseté

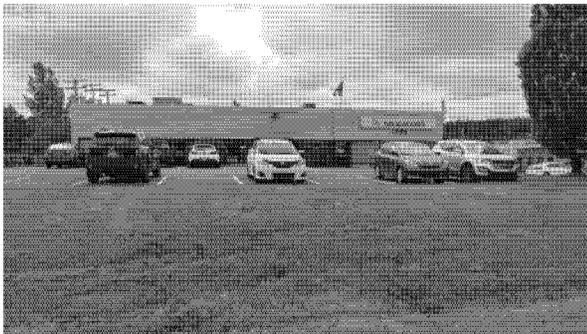
Les élèves de l'école primaire de Saints-Anges peuvent maintenant profiter de leur tout nouveau terrain de soccer synthétique. Celui-ci a été inauguré mardi.

Le projet d'une valeur d'environ 115 000\$ avait été lancé au printemps 2022 par le directeur de l'école de l'époque. Les travaux pour sa réalisation ont été entrepris l'été dernier grâce au soutien de divers partenaires dont Desjardins et la Fondation Bob Bissonnette.

Avant ces travaux, le terrain se trouvait sur du gazon naturel qui devenait rapidement de la terre battue en cours d'utilisation. Comme celui-ci était peu attrayant, il était «impératif d'améliorer cette portion de la cour», a mentionné l'actuelle directrice de l'école, Mélanie Leclerc.

Réintégration d'un élève accusé de geste à caractères sexuels | Drainville «dans une situation délicate»

Benjamin Aubert



Les bureaux administratifs du CSS des Navigateurs à Lévis | Photo:

Google Street View

Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, ne comprend pas la décision d'un juge qui exige le retour en classe dans la même école que ses présumées victimes d'un élève accusé de gestes à caractère sexuel.

M. Drainville a soutenu que la décision du tribunal d'ordonner au Centre de services scolaire des Navigateurs de réintégrer l'élève jusqu'à son prochain passage en cour le place «dans une situation délicate».

Radio-Canada rapportait lundi que le juge Jacques Blanchard de la Cour supérieure avait ordonné la réintégration de l'élève accusé de distribution de pornographie juvénile, de leurre et de possession de pornographie juvénile, six mois après son expulsion, sous prétexte que «sa réussite scolaire est gravement compromise».

La mère de l'adolescent s'était tournée vers les tribunaux après avoir porté plainte au Protecteur national de l'élève en soutenant qu'elle n'était pas en mesure d'assurer le transport de son fils vers une autre école et qu'aucun transport en commun ni taxi scolaire n'était offert dans son secteur.

Le CSS avait pour sa part plaidé que l'école «de petite taille» rendait difficile de maintenir une distance entre l'élève accusé et les présumées victimes. Il ajoutait qu'une des présumées victimes «craint» la réintégration de l'accusé.

Échange d'images intimes | Enquête en cours dans des écoles de la région du Bas-Saint-Laurent

Benjamin Ducornait | Initiative de journalisme local



Une enquête en lien avec de la pornographie juvénile est en cours dans la région du Bas-Saint-Laurent, et notamment dans une école de Mont-Joli.

Une lettre en date du 8 mai dernier envoyée aux parents d'élèves de l'école secondaire Le Mistral à Mont-Joli rapporte que « certains élèves de la concentration hockey auraient possiblement pu être impliqués dans le partage de photos et/ou vidéos de nudité impliquant des mineurs. »

Cette lettre obtenue par *monmatane.com* rapporte également que certaines de ces images auraient circulé sur les médias sociaux.

La Coordinatrice aux communications du Centre de Services scolaires des Phares, Zoé Ross indique le travail se fait en étroite collaboration avec la SQ. « Nos équipes-écoles restent vigilantes et nous sommes présents pour soutenir les élèves qui en ont besoin. »

Plusieurs écoles concernées

Le porte-parole de la Sûreté du Québec, Frédéric Deshaies a confirmé à *monmatane.com* que cette enquête ne concerne pas qu'une seule école. « Nos enquêteurs enquêtent dans plusieurs écoles secondaires du Bas-Saint-Laurent ». Pour ne pas nuire à l'enquête, M. Deshaies ne peut toutefois pas en dire davantage.

Le Centre de services scolaire des Phares confirme également qu'une intervention avec la Sûreté du Québec a été effectuée auprès des élèves au début du mois afin de les conscientiser et de les informer sur l'aspect illégal de la possession et de la distribution de pornographie juvénile.

« Soyez assurés que les entraîneurs et la direction de l'école resteront vigilants et seront en soutien aux élèves qui en auraient besoin. De plus, sachez que conformément à nos obligations, nous effectuerons les interventions nécessaires selon l'évolution du dossier », peut-on lire sur la lettre de la direction de l'école du Mistral.

Un projet de 14,8 M\$ pour doubler la capacité de l'école Pie-X à Victoriaville

Benjamin Ducornait

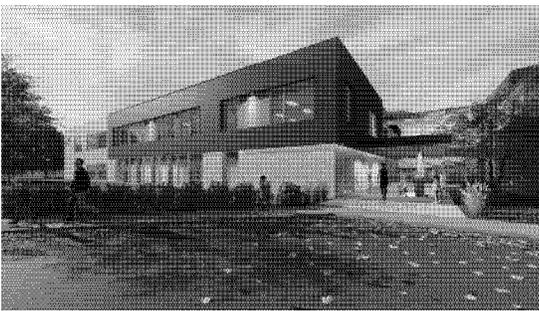


Image courtoisie

Les élus de la région et le Centre de services scolaire des Bois-Francis (CSSBF) ont réalisé cette semaine la première pelletée de terre du chantier d'agrandissement de l'école Pie-X à Victoriaville.

Le projet totalisant 14,8 M\$ permettra d'ajouter 12 classes à cette école. Elle doublera sa capacité pour la rentrée 2025-2026 alors que près de 650 élèves pourront être accueillis, ce qui répondra selon le CSSBF à la demande grandissante.

L'agrandissement sera entièrement réalisé en bois et sera relié au bâtiment existant par une passerelle vitrée. Le Centre de services scolaire souligne qu'il s'agit du sixième chantier d'envergure à être lancé sur le territoire depuis les deux dernières années.

Les plans du projet ont été conçus par le Consortium Leclerc architectes et Lemay-Côté Architectes. Les travaux sont quant à eux réalisés par l'entreprise victoriavilloise SG Construction.

Des élèves de l'école St-Cœur-de-Marie créent un livre de recettes avec les aînés



Par Charlotte Vuillemin



Ce projet a été réalisé par des élèves de l'école St-Cœur-de-Marie de Baie-Comeau en collaboration avec des aînés du Château Baie-Comeau. Photo courtoisie

Dans un élan de solidarité intergénérationnelle, les élèves de deuxième année de l'école St-Cœur-de-Marie ont collaboré avec les résidents du Château Baie-Comeau pour réaliser un livre de recettes unique. Cette initiative, née d'une première collaboration fructueuse l'an dernier, a permis de renforcer les liens entre les jeunes et les aînés.

Encadrés par leurs enseignantes, Carole Deschênes, Brigitte Guy, et la stagiaire Rose Marquis, les élèves ont débuté le projet en octobre. Ils se sont rendus au Château Baie-Comeau pour recueillir les recettes des résidents à l'aide d'un formulaire spécialement conçu pour l'occasion.

Le projet, baptisé *De génération en génération*, a offert aux 30 élèves participants une opportunité unique de s'engager dans leur communauté tout en tissant des liens précieux avec les aînés.

Des apprentissages et compétences variés

Les enfants se sont investis dans toutes les étapes de la création du livre : choix du titre, conception de l'affiche, retranscription des recettes, mise en page, illustration avec l'aide des élèves de cinquième année, et réalisation de la table des matières, des remerciements, ainsi que de la couverture.

Ce travail méticuleux a permis aux élèves de découvrir et de développer des compétences variées, allant de l'informatique à l'artistique. Ils ont aussi développé des qualités essentielles telles que l'autonomie, l'écoute, l'estime de soi, la confiance, l'entraide, l'engagement et la persévérance.

Des liens intergénérationnels durables

Suite à la collecte des recettes, les élèves ont été invités par le Château Baie-Comeau à participer au Bal en blanc de l'établissement en compagnie des résidents pour qui ils ont également bricolé des affiches à la St-Valentin afin de leur témoigner leur affection.

Présentation à la Grande journée des petits entrepreneurs

Le livre de recettes, intitulé *De génération en génération*, a été offert gracieusement à tous les aînés participants. De plus, une centaine de copies ont été vendues dans l'entourage des élèves.

Le 1er juin, des représentants du groupe seront présents à la Grande journée des petits entrepreneurs pour vendre le livre au public au coût de 12 \$.

Communiqué (s)



Nomination à la direction générale adjointe du Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud

Montmagny, le 29 mai 2024 – La Direction générale et le conseil d’administration sont fiers d’annoncer la nomination de madame Dany Grégoire au poste de directrice générale adjointe du Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud.

D’abord enseignante de français au secondaire puis conseillère pédagogique en français, Madame Grégoire a occupé des postes de directrice d’établissement au secondaire ainsi que de coordonnatrice des services éducatifs à la Commission scolaire des Appalaches. Elle a par la suite occupé la fonction de directrice du Service de l’enseignement puis de directrice des Services de l’enseignement et du transport scolaire au Centre de services scolaire des Hauts-Cantons. Elle est également chargée de cours à l’Université de Sherbrooke.

En plus de son parcours professionnel diversifié, madame Grégoire possède également un certificat en enfance inadaptée, une maîtrise en gestion de l’éducation, un diplôme de 3^e cycle en gestion de l’éducation et complète actuellement un doctorat professionnel en gestion de l’éducation où elle se spécialise dans l’accompagnement du développement du leadership des directions d’établissements.

Madame Grégoire apporte donc une riche expérience en éducation, en gestion et en accompagnement dont pourra bénéficier toute l’organisation. Ses compétences, son leadership et son intérêt marqué pour le travail collaboratif s’harmonisent en tout point avec les valeurs du Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud.

Madame Grégoire entrera en fonction le 2 juillet prochain et succède à monsieur Pierre Côté qui quitte ses fonctions pour une retraite bien méritée après 11 ans à titre de directeur général adjoint et secrétaire général de l’organisation.

Toute la communauté éducative de la Côte-du-Sud souhaite la bienvenue à madame Grégoire. Nous lui assurons tout notre soutien dans l’exercice de son nouveau mandat et dans la poursuite de notre mission.

-30-

Source :

Isabelle L’Arrivée-Lavoie, conseillère en communication
Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud
418 248-1001 poste 8484 • isabelle.lavoie@cscotesud.qc.ca

Troisième édition de la Journée de valorisation du personnel scolaire : le ministre de l'Éducation souligne l'importance du rôle de chacun

29 mai 2024

Afin de reconnaître publiquement le travail, l'engagement et la créativité de tous les membres du personnel scolaire qui consacrent leur carrière à la réussite éducative et au bien-être des élèves du Québec, le ministre de l'Éducation, M. Bernard Drainville, a tenu à souligner leur importance, particulièrement aujourd'hui, à l'occasion de la troisième édition de la Journée de valorisation du personnel scolaire.

Cette journée vise notamment à mettre en valeur tout le personnel scolaire et à valoriser les professions en éducation. Le ministre invite d'ailleurs la population à remercier ce personnel et à faire valoir le travail primordial qu'il fait auprès des élèves du Québec.

Citation :

« Quand on regarde l'ensemble du parcours d'un jeune, on constate à quel point sa réussite est le fruit d'un travail d'équipe important. Tous les membres du personnel jouent un rôle principal dans la réussite éducative et le bien-être des élèves. Prenons le temps de souligner, en cette journée spéciale, leur travail essentiel auprès de nos jeunes. Je vous invite à les remercier de leur engagement. Merci de changer les choses dans la vie de milliers de jeunes et bonne journée de valorisation! »

Bernard Drainville, ministre de l'Éducation

Faits saillants :

- La Stratégie visant à valoriser le personnel scolaire, lancée en mai 2022, est composée de seize actions qui se déclinent autour de quatre axes, soit les actions de valorisation à l'échelle locale, le développement professionnel, la reconnaissance publique ainsi que le suivi et l'évaluation.
- L'action 13 *Instituer une Journée de valorisation du personnel scolaire* se tient tous les derniers mardis du mois de mai.

Liens connexes :

- Pour plus de détails sur les actions de la Stratégie visant à valoriser le personnel scolaire : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/strategie-valoriser-personnel-scolaire>

Pour plus d'information



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ETCHEMIN
Un tout nouveau terrain de soccer pour l'école Saints-Anges!

30 mai 2024



C'est le mardi 28 mai que l'école primaire de Saints-Anges inaugurait son terrain de soccer. Les travaux d'amélioration entrepris en juillet 2023 sont officiellement complétés et les élèves peuvent profiter d'un terrain répondant à leurs besoins. C'est en mars 2022 qu'un projet a été entamé par M. Pelchat, directeur de l'école à l'époque, et son équipe pour rajeunir la cour d'école et pour offrir aux élèves un environnement favorisant la pratique d'activité physique.

L'espace consacré au soccer se situait sur du gazon naturel qui devenait rapidement de la terre battue au cours de son utilisation. Ce qui rendait le terrain peu attrayant pour les jeunes élèves et rapidement malpropre pour tous les usagers.

« La promotion de l'activité physique ainsi que les saines habitudes de vie chez nos élèves sont des valeurs priorisées à notre école. Il était donc impératif pour nous d'améliorer cette portion de la cour afin d'en maximiser son utilisation », souligne Mme Mélanie Leclerc, directrice de l'école Saints-Anges.

L'école a pu compter sur le soutien de divers partenaires pour réaliser le projet. Desjardins ainsi que la Fondation Bob Bissonnette ont contribué à la hauteur de 10 000 \$ et de 4000 \$.

Le projet représentant un investissement d'environ 115 000 \$ a aussi été possible grâce à la mesure Embellissement des cours d'école du ministère de l'Éducation.

« Je tiens à féliciter l'équipe-école pour leur travail et à remercier les parents, la communauté et les partenaires qui se sont associés au projet. Une cour d'école adaptée aux besoins des élèves est un atout important dans leur réussite », ajoute Mme Karina Roy, directrice générale adjointe du Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin.

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD

Nomination de madame Dany Grégoire au poste de directrice générale adjointe

30 mai 2024

La Direction générale et le conseil d'administration sont fiers d'annoncer la nomination de madame Dany Grégoire au poste de directrice générale adjointe du Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud.

D'abord enseignante de français au secondaire puis conseillère pédagogique en français, Madame Grégoire a occupé des postes de directrice d'établissement au secondaire ainsi que de coordonnatrice des services éducatifs à la Commission scolaire des Appalaches. Elle a par la suite occupé la fonction de directrice du Service de l'enseignement puis de directrice des Services de l'enseignement et du transport scolaire au Centre de services scolaire des Hauts-Cantons. Elle est également chargée de cours à l'Université de Sherbrooke.



En plus de son parcours professionnel diversifié, madame Grégoire possède également un certificat en enfance inadaptée, une maîtrise en gestion de l'éducation, un diplôme de 3e cycle en gestion de l'éducation et complète actuellement un doctorat professionnel en gestion de l'éducation où elle se spécialise dans l'accompagnement du développement du leadership des directions d'établissements.

Madame Grégoire apporte donc une riche expérience en éducation, en gestion et en accompagnement dont pourra bénéficier toute l'organisation. Ses compétences, son leadership et son intérêt marqué pour le travail collaboratif s'harmonisent en tout point avec les valeurs du Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud.

Madame Grégoire entrera en fonction le 2 juillet prochain et succède à monsieur Pierre Côté qui quitte ses fonctions pour une retraite bien méritée après 11 ans à titre de directeur général adjoint et secrétaire général de l'organisation.

Toute la communauté éducative de la Côte-du-Sud souhaite la bienvenue à madame Grégoire. Nous lui assurons tout notre soutien dans l'exercice de son nouveau mandat et dans la poursuite de notre mission.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud

157, rue Saint-Louis
Montmagny Québec
Canada G5V 4N3
🌐 www.cscotesud.qc.ca

DESS de 2e cycle pour le personnel enseignant diplômé non légalement qualifié : nouvelles cohortes dès l'automne

NOUVELLES FOURNIES PAR

Université TÉLUQ →

29 mai, 2024, 14:16 ET

QUÉBEC, le 29 mai 2024 /CNW/ - Depuis plusieurs mois, l'Université TÉLUQ offre 3 diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS) réservés au personnel enseignant détenant un baccalauréat, mais non légalement qualifié. Dès l'automne prochain, de nouvelles cohortes seront lancées; les inscriptions sont en cours jusqu'au 15 juin.

Diplômes de cycle supérieur pour personnel enseignant diplômé

Ces **trois programmes de 2^e cycle de 30 crédits** visent à répondre à la pénurie de main-d'œuvre en enseignement en offrant une nouvelle voie d'accès aux enseignants détenteurs d'un baccalauréat mais non légalement qualifiés. La formule d'enseignement unique - à temps partiel et à distance - permet de maintenir les enseignants en classe pendant leur parcours d'études.

Ces programmes sont offerts dans trois disciplines :

- Éducation préscolaire et en enseignement primaire (depuis l'automne 2023)
- Enseignement de l'anglais langue seconde (depuis l'hiver 2024)
- Enseignement du français langue seconde (depuis l'hiver 2024)

Ces diplômes de cycle supérieur se terminent par un stage probatoire obligatoire de plusieurs mois qui mène ensuite au brevet d'enseignement.

Une collaboration unique avec le milieu de l'éducation

Riches de l'expertise du corps enseignant de l'Université TÉLUQ, ces trois DESS ont été développés en collaboration avec 58 centres de services scolaires partenaires, mais aussi avec des commissions scolaires et établissements d'enseignement privés. Actuellement, ce sont quelque 300 personnes enseignantes titulaires d'un baccalauréat qui y cheminent.

« Par son modèle unique et reconnu depuis plus de 50 ans, l'Université TÉLUQ contribue à la formation d'un personnel enseignant qualifié de grande qualité. Forts d'un diplôme universitaire et d'expériences dans les milieux scolaires, les membres de ces cohortes cheminent dans des programmes de 2^e cycle éprouvés, complets et encadrés. Une fierté pour notre université, mais surtout un atout pour l'éducation de nos enfants et une richesse pour notre société », précise Lucie Laflamme, directrice générale de l'Université TÉLUQ.

L'UNIVERSITÉ TÉLUQ

Composante du réseau de l'Université du Québec créée en 1972, l'Université TÉLUQ est le seul établissement d'enseignement universitaire francophone en Amérique du Nord qui se consacre à la formation à distance. Pionnière et leader de ce mode de formation, elle offre plus de 100 programmes et 400 cours aux premier, deuxième et troisième cycles. Par son accessibilité au savoir, l'Université TÉLUQ permet chaque année à quelque 20 000 personnes de conjuguer les études universitaires avec leurs projets personnels et professionnels.

SOURCE Université TÉLUQ

Renseignements: Source : Philippe Ouellette, Directeur des relations gouvernementales,
philippe.ouellette@teluq.ca

QUÉBEC SOLIDAIRE

Réussite scolaire: QS demande à la CAQ d'ouvrir les projets particuliers à tous les élèves du Québec

30 mai 2024

Afin de stimuler la réussite scolaire et lutter contre les inégalités, la responsable solidaire en matière d'Éducation Ruba Ghazal demande au ministre de l'Éducation Bernard Drainville de rendre les projets particuliers accessibles universellement en mettant fin à la sélection basée sur les notes, le comportement, ou l'argent.

« Avoir une moins bonne éducation parce que nos parents sont moins riches, ou parce que nos notes sont moins fortes, c'est insensé, mais c'est la réalité que la CAQ accepte. Être inscrit dans une concentration en science ou en musique par exemple, ça motive nos jeunes et ça stimule la réussite scolaire. L'égalité des chances a longtemps fait la fierté du Québec, si on veut que ça continue, il faut que tous les élèves qui veulent s'inscrire à un projet particulier y aient accès. », a expliqué Ruba Ghazal.

Selon un sondage effectué en février 2023 auprès de la Fédération des comités de parents du Québec, la proposition de rendre les projets particuliers accessibles à tous les élèves reçoit un appui favorable de 89% des membres.

En avril dernier, Mme Ghazal a tenu une assemblée portant sur les inégalités scolaires, en compagnie de parents, d'enseignants et d'élèves, dont [Noah Ducharme, qui avait publié une lettre percutante dénonçant les injustices du système d'éducation.](#)

« Chaque fois que je visite une école ou que je parle d'éducation, les profs, les élèves et les parents sont unanimes: nos jeunes ont besoin de projets particuliers pour leur donner le goût d'apprendre. Quand on refuse à un jeune de faire ce qu'il aime sur la base de ses notes ou de ses moyens financiers, on lui envoie un message négatif et on nuit à sa réussite scolaire », a ajouté Mme Ghazal.

L'exemple de Drummondville

Après avoir constaté un écart du taux de réussite pouvant aller jusqu'à 28% entre les élèves du régulier et des programmes particuliers, le Centre de services scolaires des Chênes (CSSDC), à Drummondville, a décidé de rendre les programmes particuliers accessibles à l'ensemble des élèves sans sélection, notamment en ajoutant une cinquième période.

« L'exemple de Drummondville démontre qu'il est possible de faire disparaître les critères de sélection pour offrir un enseignement de qualité à tous les enfants, peu importe leurs notes ou le portefeuille de leurs parents. Les programmes particuliers, ça fonctionne. C'est bon pour la réussite scolaire des jeunes et c'est injuste d'en limiter l'accès », a conclu Mme Ghazal.

Le coût de cette mesure est estimé à 65 M\$, comprenant l'abolition des frais des programmes particuliers actuels. Notons qu'il est important que les projets particuliers émanent du milieu et soient réfléchis et implantés en fonction du goût des élèves et des particularités de chaque école.

SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE

6 arbres plantés par des jeunes de l'école internationale Courtland Park

30 mai 2024

Dans le cadre du mois de l'arbre, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville a récemment fait don de six arbres qui ont été plantés en bordure de la piste cyclable sur la rue Wolfe, à proximité de l'école internationale Courtland Park. Cette initiative vise à sensibiliser la communauté aux enjeux environnementaux, en particulier ceux liés aux changements climatiques.



Le maire, Ludovic Grisé Farand, en compagnie d'Hélène Ringuet, conseillère du district 6 et responsable de l'environnement et des changements climatiques, de Vincent Fortier, conseiller du district 2, ainsi que du directeur, de professeurs et d'élèves de l'école internationale Courtland Park. Crédit : Marie-Josée Bertrand

Cinq élèves de sixième année de l'école internationale Courtland Park ont choisi d'explorer le sujet des changements climatiques dans le cadre de leur exposition du programme Baccalauréat International® (IB). Les élèves présentent leur projet ainsi : « Notre groupe a décidé d'explorer le sujet des changements climatiques. Nous avons découvert que le dioxyde de carbone (CO₂) est l'une des principales causes des changements climatiques. Pour notre action, nous avons décidé de planter 6 arbres pour réduire le CO₂, car nous avons appris que les

arbres l'absorbent et aident à garder l'air propre. Nous avons choisi ce sujet, car nous sommes inquiets à propos de notre planète et des changements climatiques. Nous espérons que vous vous sentirez concernés également. Vous pouvez aider de plusieurs façons. Par exemple, au lieu de prendre votre voiture, vous pouvez prendre votre vélo, le transport public ou marcher si c'est possible. Merci de prendre des initiatives afin de garder notre planète en santé ».

Lors de la plantation, le maire de Saint-Bruno, Ludovic Grisé Farand, a souligné l'importance de telles actions pour lutter contre les changements climatiques. « Le Plan climat de la Ville définira les actions que nous entreprendrons au cours des prochaines années pour protéger notre environnement et nous adapter aux effets des changements climatiques. Cette plantation d'arbres s'inscrit parfaitement dans cette démarche », a-t-il déclaré devant les élèves réunis pour l'occasion.

La conseillère du district 6 et responsable de l'environnement et des changements climatiques, Hélène Ringuet, et le conseiller du district 2 où se trouve l'école, Vincent Fortier, étaient présents lors de la plantation. Ils ont salué l'audace des jeunes citoyens et ont encouragé leur engagement en faveur de l'environnement.

Des élèves de quatrième année réaliseront également un balado (*podcast*) présentant les différentes espèces d'arbres du parc Pontbriand. Des affiches munies de codes QR seront installées dans le parc pour informer les promeneurs sur ces arbres et leurs bienfaits.

Rappelons que la Ville de Saint-Bruno élabore présentement son futur Plan climat, et cette action citoyenne des élèves de l'école internationale Courtland Park en rappelle l'importance. La Ville de Saint-Bruno remercie les jeunes de leur audace et leur démarche proactive, et continuera de prendre des initiatives pour préserver notre planète et assurer un avenir durable pour tous.

Pour plus d'information



Ville de Saint-Bruno-de-Montarville

1585, rue Montarville

Saint-Bruno-de-Montarville Québec

Canada J3V 3T8

🌐 www.stbruno.ca

/R E P R I S E -- Avis aux médias - Prévenir, agir, faire grandir - La FPPE- CSQ tient un premier colloque pour aborder les enjeux professionnels en éducation/



NOUVELLES FOURNIES PAR

Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) →

30 mai, 2024, 06:00 ET

SAINT-HYACINTHE, QC, le 29 mai 2024 /CNW/ - Pour la première fois le 30 mai 2024, la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) tient un colloque hybride pour faire connaître et reconnaître et réfléchir sur les services professionnels en éducation, sous le thème *Prévenir, agir, faire grandir*.

Plus de 1800 professionnel.les y participeront, en présence ou en ligne.

La journée sera l'occasion de réunir plusieurs personnalités publiques, mais aussi plusieurs chercheur.es, pour discuter et réfléchir à des enjeux comme l'inclusion scolaire et le soutien aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, les réalités immigrantes et autochtones, les différents modèles de services professionnels ailleurs au Canada et leurs effets, les défis de la collaboration entre intervenants et enseignants, etc.

Parmi les activités à ne pas manquer :

- Régine Laurent et Dr Mélissa Généraux dans une discussion sur les défis et les pistes de solution pour répondre aux besoins des élèves du Québec;
- Point de vue des acteur·trices du réseau scolaire (Josée Scalabrini, Éric Pronovost, Nicolas Prévost, Bianca Nugent, etc.) et professionnel.les sur le rôle et l'apport du personnel professionnel en milieu scolaire;
- Panel sur l'offre de services directs à l'élève dans les différentes provinces canadiennes avec RÉVERBÈRE;
- Un choix diversifié de thèmes de conférences avec 12 chercheur·es universitaires (Julien Prud'homme, Marie-Christine Breault, etc).

Il est possible de consulter la programmation complète et, jusqu'au 29 mai à 16 h, de s'inscrire en ligne ici : <https://www.fppe.ca/colloque/>.

Il sera possible de réaliser des entrevues avec le président de la FPPE-CSQ et/ou certains conférenciers.

Aide-mémoire

- QUOI :** Colloque de la FPPE-CSQ, *Prévenir, agir, faire grandir*
- QUAND :** Le 30 mai 2024, de 9 h à 17 h
- OÙ :** Sheraton St-Hyacinthe
1315, rue Daniel-Johnson Ouest, Saint-Hyacinthe, Québec, J2S 8S4

Profil de la FPPE-CSQ

La Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) représente 19 syndicats regroupant 12 500 membres répartis dans la quasi-totalité des centres de services scolaires et des commissions scolaires du Québec, francophones, anglophones, Crie et Kativik. Elle compte, parmi ses membres, différentes catégories de personnel dans les secteurs administratif (ingénieur·es, analystes, agent·es de développement, etc.) pédagogique (conseiller·ères pédagogiques, bibliothécaires, etc.) et dans les services directs aux élèves (psychologues, psychoéducateur·rices, orthophonistes, conseiller·ères d'orientation, orthopédagogues, etc.).

SOURCE Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ)

Renseignements: Karine Lapierre, Conseillère en communication, FPPE-CSQ, Cell. : 514 213-4412,
Courriel : fppe.lapierre.karine@lacsq.org



Communiqué *Pour diffusion immédiate*

Projet intergénérationnel avec des aînés du Château Baie-Comeau Des élèves de l'école St-Cœur-de-Marie créent un livre de recettes

Baie-Comeau, le 29 mai 2024 – Désireux de créer une collaboration avec les aînés et de développer des liens intergénérationnels, les élèves de deuxième année de l'école St-Cœur-de-Marie de Baie-Comeau ont travaillé, au cours des derniers mois, à la réalisation d'un livre de recettes créé à partir de recettes offertes par des résidents du Château Baie-Comeau.

C'est à la suite d'une première collaboration fructueuse avec les résidents du Château Baie-Comeau l'an dernier que les enseignantes de deuxième année, Mmes Carole Deschênes, Brigitte Guy et la stagiaire Rose Marquis, ont souhaité poursuivre dans cette voie puisque les personnes âgées apprécient le contact avec les jeunes et manifestaient le désir de les accueillir pour de nouvelles activités.

En octobre dernier, après quelques semaines de préparation, les élèves sont allés à la rencontre des aînés afin de recueillir, sur un formulaire spécialement préparé à cette fin, les recettes que voudraient bien leur partager les résidents du Château Baie-Comeau.

Une fois cette première étape complétée, ils se sont impliqués dans tous les volets de la conception du livre de recettes, de la recherche d'un titre à la création d'une affiche pour leur projet entrepreneurial en passant par la retranscription des recettes à l'aide d'un logiciel de traitement de texte, la mise en page, le regroupement des recettes par thème, l'illustration des recettes, pour laquelle ils ont reçu l'aide des élèves de cinquième année, la table des matières, les remerciements et la page couverture.

Des apprentissages et compétences variés

En plus de créer un véritable lien social, de s'engager dans leur communauté et de s'ouvrir sur le monde et aux autres, le projet *De génération en génération* a permis aux 30 élèves participants de vivre des moments enrichissants agrémentés d'une transmission intergénérationnelle de connaissances. Avec la réalisation du livre de recettes, les élèves ont également développé leur apprentissage de l'informatique, leurs compétences artistiques, ainsi que leur autonomie, leur écoute, leur estime de soi, leur confiance en eux ainsi que des valeurs comme l'entraide, l'engagement et la persévérance. Grandement apprécié des élèves, le projet a aussi contribué à développer leur sentiment d'appartenance envers leur école et leur communauté ainsi que leur motivation scolaire. « Cette démarche permet d'outiller les élèves et ajouter à leur bagage des expériences concrètes dont ils auront besoin pour évoluer dans le monde adulte », peut-on lire dans le document ayant permis de présenter le projet au Défi OSEntreprendre.

Des liens intergénérationnels durables

À la suite du succès de la rencontre d'échanges visant à recueillir les recettes, les élèves ont par ailleurs été invités par l'équipe du Château Baie-Comeau à se joindre au Bal en blanc de l'établissement en compagnie des résidents pour qui ils ont également bricolé des affiches à la St-Valentin afin de leur témoigner leur affection.

Présence à la Grande journée des petits entrepreneurs

Si tous les aînés participants ont gracieusement reçu un exemplaire du livre de recettes *De génération en génération*, une centaine de copies ont aussi été vendues dans l'entourage des élèves participants. Des représentants du groupe seront également présents, le samedi 1^{er} juin, à la Grande journée des petits entrepreneurs afin d'offrir le livre au grand public. Celui-ci est disponible au coût de 12 \$.

-30-

Source : Patricia Lavoie
Régisseuse aux communications
Centre de services scolaire de l'Estuaire
418 589-0806, poste 4860
patricia.lavoie@scsestuaire.gouv.qc.ca